



Élections législatives des 5 et 19 juin
10^{ème} circonscription des Français de l'étranger

Odile
Mojon-Cheminade
& Christophe **Lavernhe**
Suppléant

**DU CAP À BAGDAD,
POUR UNE FRANCE
AMIE DES PEUPLES**

Les défis auxquels notre société est confrontée m'ont décidée à me présenter aux élections législatives. La 10^{ème} circonscription m'est apparue comme une évidence, tant à cause du travail entrepris depuis des années par Solidarité & Progrès et des projets que nous y défendons pour l'Afrique et le Moyen-Orient, qu'en raison de l'intérêt qui est le mien pour vos pays d'accueil. S'il est vrai que ces pays sont régulièrement éprouvés par des tensions et des conflits qui dépassent de loin leurs propres frontières, il n'en demeure pas moins que leur diversité, leur richesse historique et culturelle, en font un formidable potentiel de développement. Et vous, Français qui avez décidé d'y vivre, vous qui avez fait le pari de la découverte de « l'autre », de l'échange, sans lesquels la France ne serait jamais devenue ce qu'elle est, vous êtes partie prenante de ce potentiel. Et si la France que vous aimez vous a déçus, alors reconstruisons-la ensemble !

Je ne peux envisager ma candidature hors de ce contexte, car les enjeux dont je parle impactent tout le reste. Peut-on faire l'impasse sur le risque d'effondrement financier qui nous menace ? Peut-on faire comme si de rien n'était alors que la guerre en Ukraine risque d'entraîner une rupture des chaînes d'approvisionnement en blé et en céréales, dont dépendent bon nombre des pays de la 10^{ème} circonscription ?

J'entends poser ces questions car elles sont étroitement liées à la politique étrangère de la France. Or, c'est nécessairement dans ce cadre que s'inscrit la mission d'un représentant de la nation dans une circonscription à l'étranger. Mais cette mission peut et doit être force de proposition à un moment où les bouleversements en cours, redéfinissant les équilibres mondiaux en place depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, se répercutent avec une force particulière au Moyen-Orient et en Afrique.

Bref, à quoi bon se présenter au suffrage des électeurs si c'est pour gérer l'existant et se prêter à voter des lois dont on sait qu'elles seront dictées par des contraintes budgétaires, ou encore selon une ligne politique contraire aux intérêts de la France ?

Car, si vous, concitoyens établis hors de France, avez l'impression de ne pas trouver d'interlocuteurs, de ne pas être écoutés, c'est d'abord parce que nos gouvernements successifs ont laissé dépérir la politique étrangère de notre pays et les moyens dont elle disposait.

C'est pourquoi, si les électeurs décident de m'accorder leur confiance, **je dédierai mon mandat à redéfinir les relations de la France avec l'Afrique et le Moyen-Orient selon deux axes.**

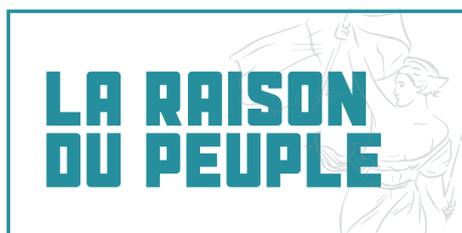
Ne pas jeter sur la voie publique

Rejoignez-nous

 @OdileMojon

 odile.mojon

solidariteetprogres.fr/legislatives2022



SP
Solidarité
& progrès



République Souveraine

Une France pleinement présente auprès des Français à l'étranger

En finir avec la disparition lente et programmée de la présence française à l'étranger par la baisse des dotations allouées aux outils assurant celle-ci, que ce soit au niveau de la représentation consulaire, du réseau des établissements scolaires et culturels (AEFE, Alliances françaises, etc.), voire en incitant les diplomates à recourir au financement du privé pour couvrir le fonctionnement de fait des ambassades et consulats !

Cette présence ne se réduit pas au fameux « rayonnement » de la France mais constitue la garantie, pour les binationaux comme pour les expatriés, de trouver des interlocuteurs face aux difficultés qu'ils rencontrent. La France doit aussi être garante d'un haut niveau de professionnalisme avec le maintien d'un réseau diplomatique expérimenté, ayant une connaissance approfondie des pays hôtes et notamment de leur langue. Sans cela, **comment assurer la protection et la sécurité des Français dans des zones à risque ?**

C'est l'une des raisons pour laquelle **je me battraï résolument contre la disparition de notre corps diplomatique** annoncée par décret le 18 avril, soit quelques jours avant le 2^{ème} tour de l'élection présidentielle, en dépit de tout bon sens et surtout à rebours de nos propres intérêts.

Redéfinir nos relations étrangères

Mon rôle, en tant que députée, inclura de promouvoir et favoriser, par les moyens dont disposent les représentants de la nation, une politique dans l'esprit de la conférence de Bandung de 1955. La France ne doit pas seulement avoir la volonté et le courage de **rejeter tout alignement avec tel ou tel bloc**. Elle doit être elle-même et donc **retrouver sa liberté de proposer les indispensables partenariats gagnant-gagnant tant attendus par les pays du Moyen-Orient et d'Afrique**. Il s'agit, concrètement, d'une vraie politique de développement des infrastructures dans les domaines essentiels :

- > **eau** (approvisionnement, barrages, réseaux d'eau potable) ;
- > **transport** (route, rail, maritime et fluvial) ;
- > **énergie** (nucléaire, thermique, hydroélectrique) ;
- > **nourriture** (production, conservation, transformation agroalimentaire) ;
- > **santé publique** (hôpitaux modernes, médecine sentinelle pastorienne).

Il y a urgence à relever ces défis, car nous étions attendus et nous n'avons pas honoré le rendez-vous de l'histoire. Se lamenter sur la présence croissante des Chinois ou des Russes en Afrique et au Moyen-Orient est contre-productif si l'on n'est pas prêt à revoir de fond en comble nos relations avec ces pays et à offrir la possibilité aux binationaux et expatriés français d'être porteurs de cette nouvelle vision.

Il faudra notamment, à l'égard des pays francophones, **en finir avec le franc CFA**. Comme tout instrument monétariste, il ne contribue pas à créer des richesses mais permet de ponctionner mécaniquement les ressources des pays où il a cours. Nuisible pour ceux-ci, il l'est également pour la France en ce qu'il reflète une conception malsaine de nos rapports avec les anciennes colonies. Redonner l'indépendance monétaire aux pays concernés, c'est recréer une confiance durable en la France.

Ce qu'il faut changer en premier lieu, c'est **l'intention qui nous anime** envers l'ensemble de ces pays et les faux-semblants que nous entretenons depuis trop longtemps avec eux. Si nous souhaitons garder des relations privilégiées avec l'Afrique

et le Moyen-Orient, abandonnons toute vision géopolitique. Il est encore temps de **nouer des partenariats économiques pour de vrais projets de développement qui profiteront aux populations locales comme à nos concitoyens sur place**.

Car, s'ils contribuent positivement, par leur travail et leur investissement, à la vie économique de leur pays d'accueil, la politique actuelle de la France ne facilite pas toujours leur quotidien.

C'est donc au prix d'un **changement de cap dans notre politique étrangère** que la présence des Français au Moyen-Orient et en Afrique prendra une toute autre dimension et qu'ils pourront être les acteurs privilégiés et appréciés dans le développement de ce continent de l'avenir que forment l'Afrique et le Moyen-Orient.

Tout en ayant à l'esprit la très longue et très dense histoire de pays qui constituent le berceau de nos civilisations, c'est en pensant au futur que j'aborde cette candidature. En étant consciente que la France doit urgemment sortir de l'impasse où elle s'est fourvoyée et que, face à la crise existentielle que connaît l'humanité, **c'est ensemble que nous pourrions élaborer le nécessaire changement de paradigme, cette fois-ci au bénéfice des peuples**, au-delà des querelles partisans et dans un esprit de développement mutuel.

C'est au prix d'un changement de cap dans notre politique étrangère que la présence des Français au Moyen-Orient et en Afrique prendra une toute autre dimension